

Trois questions... au maire sortant de la commune d'Oyem

Vincent Essone Mengue : "J'aurais pu laisser une ville plus flamboyante"

Propos recueillis par PME
Oyem/Gabon

L'union. Monsieur le maire de la commune d'Oyem, quels sentiments vous animent au moment où s'achève votre mandat à la tête de cette municipalité ?

Vincent Essone Mengue : Je ressens un double sentiment. Ce sont d'abord des regrets de ce que je n'ai pas pu faire. Ou, ce que j'ai fait et qui a été détruit. Mais aussi, des satisfactions, parce que, intérieurement, je suis convaincu que j'ai fait le maximum qui était possible de faire avec le peu de moyens que j'ai eus. La mairie d'Oyem n'est pas une grande mairie avec des grands moyens. Je crois même que, j'ai été au-delà de ce que je pouvais faire. J'en suis donc satisfait. Même si, le regret existe. Puisque, j'aurais pu laisser une ville plus flamboyante que ça. Mais, j'ai le sentiment qu'un certain nombre de décisions du pouvoir central ont plus contribué à détruire, qu'à construire. Je peux prendre des exemples. J'explique à qui veut le comprendre, que la mairie gère une partie du territoire qu'on appelle la commune. Le maire est donc, par conséquent, un politique. La preuve est qu'il n'a pas fait un concours pour être à la tête de cette institution. Il a été élu grâce à ses idées et à ce qu'on connaît de lui. A partir de ce moment-là, ça suppose qu'on sait de quoi il est capable. Or, il se trouve que nous avons effectivement mené un certain nombre d'actions visibles avec le peu de moyens que la ville d'Oyem peut avoir en termes de recettes municipales. Parce que, Oyem ne peut pas être comparé à Gamba, Port-Gentil et Libreville, qui sont des villes presque industrielles ou pétrolières. La seule industrie qu'il y a à Oyem, c'est Sobraga. Ce qui veut dire que nous n'avons pas un flux de recettes continu et important, permettant de doter la ville d'Oyem d'un budget qui permette de travailler véritablement et de transformer le visage de la ville. A partir de ce moment-là, permettez-moi l'expression, "on se débrouille". Sans fausse modestie, je crois même qu'"on se débrouille" bien par rapport aux



Photo : PME / L'Union

Vincent Essone Mengue, le maire sortant de la commune d'Oyem.

autres villes du pays. Nous avons un petit budget et c'est ce moment que choisit l'Etat, pour créer des arrondissements à Oyem.

Vous regrettez donc la création de nouveaux arrondissements dans la ville d'Oyem ?

- En le faisant, l'Etat a augmenté les charges. Voyez-vous, quand j'ai commencé, j'avais trois adjoints. J'ai pu acheter des engins lourds. C'était le début de la construction d'un parc d'engins lourds, pour être capables, nous-mêmes, de dessiner les contours de cette ville. C'était de quoi entretenir des voiries non-bitumées avec nos propres petits moyens. Quand l'Etat crée deux arrondissements, au lieu d'un maire central et ses trois adjoints, c'est plus tôt onze maires. Ce n'est pas ce dont une ville a besoin. Il faut que cela soit clair. Le maire est déjà un politique et ça suffit. On multiplie des arrondissements, en sachant très bien que c'est une ville qui n'a pas financièrement des recettes pour supporter cette charge. Parce que, c'est de cela qu'il

s'agit. Il faut savoir que l'ensemble des mairies du Gabon gèrent au quotidien 80% de la population du pays. Quand nous réclamons la décentralisation, c'est justement pour que l'Etat qui perçoit les impôts, nous donne une partie significative, pour qu'on puisse s'occuper dignement des populations. Je répète que nous gérons ces populations au quotidien. Je suis dans le quartier où je suis né (ndrl Methui, dans le 1er arrondissement). Je ne vis pas à Akanda ou dans un autre quartier de luxe. Ce qui signifie que je côtoie ces populations, je respire l'air pollué ou sain avec elles. Bref, je connais les problèmes de ces populations. Pour gérer ces 80% de la population, j'ai besoin des techniciens à la tête des services techniques et non de onze adjoints. Avec le petit budget que j'ai, je ne suis pas capable de payer un ingénieur ou même un mécanicien d'engin lourd. S'agissant de l'entretien de la voirie et de l'ouverture des zones d'habitation, il faut une ou deux ceintures. Les grandes villes ont toujours ces ceintures, parce qu'il y a des convois dangereux qu'on n'au-

torise pas à traverser la ville. Mais, j'ai onze maires, que l'Etat m'aide à payer chaque mois, je tiens quand-même à le souligner. Mais, l'Etat ne m'aide pas à les loger. Je pense que l'Etat doit opérer un choix, entre payer des gens qui ne font pas grand-chose, et les techniciens qui travaillent sur le terrain sur la base des projets que le maire a présenté aux populations pendant la campagne. Nous ne devons plus continuer à faire comme si l'on ne réfléchissait pas. Nous avons passé trois mandats au total, dont deux, à essayer de voir ce qu'on peut réaliser avec les moyens en notre possession. Avec nos petits fonds, on a été obligé d'agrandir la mairie centrale. On a été obligé de construire les deux mairies d'arrondissement.

Sont-elles les seules réalisations que les populations peuvent mettre à votre actif en tant qu'édile de la commune d'Oyem ?

- Oui. Mais, en quoi ces populations en bénéficient-elles véritablement ? C'est vrai que ces bâtiments embellissent un peu la ville. Il s'agit de deux bâtiments modernes de plus, en comptant l'extension de cet ancien bâtiment. Mais, est-ce que c'est ça qui améliore les conditions de vie de ces populations et de circulation dans la ville ? Regardez seulement l'état des taxis, des routes et autres (...). Les moyens que les maires demandent sont pour changer les conditions de vie dans nos villes, pour soulager les difficultés des populations. La décentralisation n'est jamais arrivée. Or, elle consiste, pour le pouvoir central, à donner les moyens aux collectivités locales parce que ce sont elles qui gèrent au quotidien ces populations. Au contraire, on nous a alourdi la tâche avec les arrondissements (...). Je me rends compte que j'ai passé un peu plus de quinze ans, à me battre contre une montagne. Parce que le problème de la décentralisation ne bouge pas. En me plombant dans les charges, on m'empêche de continuer ce que j'avais montré au départ avec la collecte des ordures et l'entretien du réseau routier non bitumé. Avec ça, on fait fausse route.

Dans la Ngounié

Le PDG sans pression dans cinq communes

Willy NDONG
Libreville/Gabon

Le Parti démocratique gabonais (PDG), sans alliance, est assuré de diriger les mairies de Fougamou, Mbigou, Mimongo, Ndendé et Mandji. Par contre, à Lébamba, malgré ses 9 conseillers sur 19, le parti au pouvoir est obligé de s'allier avec le PSD (4 conseillers) pour cogérer la municipalité, et faire barrage à RHM (3) et LD (3).



Photo : E.L. / L'Union

A Malinga les responsables du parti LD, dont voici une phase de la campagne électorale, semblent en bonne position au conseil municipal.

A l'issue du scrutin des Locales du 6 octobre dernier dans la province de la Ngounié, le Parti démocratique gabonais (PDG), à l'inverse des législatives, peut se frotter les mains. En effet, sur les 9 communes que comptent la province, il est quasiment certain de diriger les conseils municipaux de 5

communes.

A Fougamou, la liste conduite par Lucie Milebou Aubusson épouse Mbousou a obtenu 15 conseillers contre 4 pour l'Union pour la nouvelle République (UPNR) de Louis-Gaston Mayila. A Mbigou, avec 8 conseillers, on voit mal le parti au pouvoir perdre la mairie face au parti Les Démocrates (LD), 3 conseillers et l'Union nationale

(UN) 1 conseiller. Le PDG pourra tout naturellement compter sur son allié des Sociaux démocrates gabonais (SDG) qui a réalisé le tour de force en obtenant 4 conseillers municipaux. Pour le compte de la commune de Mimongo, la liste PDG, emmenée par Alfred Edmond Nziengui Madoungou a été sans pitié pour ses adversaires. Car, avec 10 élus, on voit mal ce parti



Photo : D.R. / L'Union

Une vue des candidats du PDG à Fougamou, lors de la campagne électorale d'octobre 2018.

perdre la mairie face au PSD (4), RHM (2) et LD (1). A Ndendé, aucune surprise possible pour le parti au pouvoir. Car, avec 15 conseillers, face à 4 indépendants, la victoire est certaine dans la Dola. La commune de Mandji est également tombée dans l'escarcelle du Parti démocratique gabonais. En effet, avec 13 conseillers, le parti créé par feu le président

Omar Bongo Ondimba en 1968, est assuré de battre la liste RHM qui ne compte que 4 élus. Par contre, à Lébamba, l'équation semble compliquée. En effet, le PDG, avec 9 conseillers sur 19 devra batailler dur afin d'éviter que le PSD (4 conseillers), un parti de l'"opposition" ne s'allie avec RHM (3 conseillers) et LD (3 conseillers). Mais, au vu de la position actuelle du

président du PSD, Pierre-Claver Maganga Moussavou, il est fort à parier que son parti va s'allier au PDG pour gérer ensemble la commune de Lébamba. A Malinga, la situation est claire. En effet, dans cette commune, le parti Les Démocrates (LD) qui a obtenu 9 conseillers face au Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), 8 conseillers, sauf retournement spectaculaire de situation, est certain de gérer la mairie de cette ville.

Le Parti social démocrate (PSD), qui a presque tout perdu lors du dernier scrutin, pourra se contenter de la gestion de la mairie de Guietsou avec ses 8 conseillers. Sauf si le PDG, avec ses 4 conseillers, ne s'allie avec les 3 indépendants, avant de porter l'estocade en allant "piocher" un conseiller dans les rangs du PSD. Car, en politique, tout est possible, et tous les coups sont permis.